

151

L'Azerbaïdjan occupe la 151^e place (sur 180) du dernier classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. L'Arménie est 49^e, la France 24^e.

LE HAUT-KARABAKH OU LA LOI DU PLUS FORT

CAUCASE Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a récemment annoncé qu'il comptait reconnaître la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le territoire autonome du Haut-Karabakh. Mais à quel prix pour ses habitants ?

Jour après jour, l'Azerbaïdjan resserre son étau sur le Haut-Karabakh. Depuis bientôt six mois, la république autoproclamée, peuplée en très large majorité d'Arméniens et revendiquée par Bakou, fait l'objet d'un blocus qui ne dit pas son nom (voir *Réforme* n° 3979). Les quelque 120 000 habitants que compte encore l'enclave vivent avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Outre les coupures d'électricité, quotidiennes, et le système de rationnement alimentaire mis en place, c'est surtout la menace permanente que laisse planer son puissant voisin sur le territoire qui inquiète. Depuis sa victoire militaire de novembre 2020, qui avait vu l'Azerbaïdjan s'emparer d'un tiers du Haut-Karabakh, le régime d'Ilham Aliyev se sent pousser des ailes. Une étape supplémentaire a été franchie en avril, lorsque des soldats azerbaïdjanais ont construit un poste de contrôle à l'entrée du corridor de Latchine, seule route terrestre reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie. Unilatérale, cette décision contrevient à l'accord de cessez-le-feu signé en 2020, selon lequel cette voie doit être administrée par les troupes russes de maintien de la paix. Si la construction de ce poste de contrôle a été critiquée – par les États-Unis et la France notamment –, elle s'inscrit dans la politique du fait accompli que poursuit avec succès Bakou. L'Azerbaïdjan n'a jamais fait mystère de sa volonté de mettre la main sur l'intégralité du territoire, même s'il participe dans le même temps à des négociations de paix au long cours avec son voisin arménien.

L'Arménie isolée

« L'Azerbaïdjan mène depuis 2020 une stratégie de tension et de grignotage du territoire arménien afin de renforcer sa position à la table des négociations, note la politologue Taline Papazian, enseignante à Sciences Po Aix et directrice générale du fonds de dotation Armenia Peace Initiative. Ilham Aliyev le dit d'ailleurs ouvertement ; il a ainsi déclaré il y a quelques jours que "quoi qu'il arrive", la frontière sera "là où nous l'avons décidée". C'est dire à quel point il se sent en confiance. » De fait, le rapport de force entre Erevan et Bakou n'a sans doute jamais été aussi disproportionné qu'aujourd'hui, tant l'Azer-



Le poste de contrôle construit par l'Azerbaïdjan à l'entrée du corridor de Latchine, le 2 mai

baïdjan bénéficie d'un alignement des planètes sur le plan géopolitique. Riche de ses hydrocarbures, ayant permis de soutenir de considérables dépenses militaires, le pays jouit du soutien inconditionnel de son allié turc, encore renforcé par la récente victoire de Recep Tayyip Erdogan à l'élection présidentielle. Traditionnel « médiateur » des conflits du Caucase, la Russie, enlisée en Ukraine, ne peut se permettre de mécontenter l'Azerbaïdjan, devenu un partenaire stratégique de premier plan. Quant aux Européens, ils marchent sur des œufs : ils se sont notamment tournés vers Bakou pour compenser l'arrêt des livraisons de gaz russe. D'où la relative frilosité de la diplomatie française sur le sujet : la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, s'est ainsi contentée le 28 avril à Erevan de parler du « risque de crise humanitaire » que faisait peser le « blocage » sur les

populations du Haut-Karabakh... plus de quatre mois après sa mise en place.

Pour l'Arménie, la situation est tout autre. Devant la pression constante de Bakou – en septembre dernier, l'Azerbaïdjan s'est emparé de plusieurs portions de territoire arménien, au sud du pays –, elle ne peut compter que sur le soutien de sa diaspora et, dans une moindre mesure, de l'Iran. Téhéran est en effet soucieux de conserver sa frontière terrestre avec le pays, mise en danger par la volonté azerbaïdjanaise d'établir un « corridor » vers sa province de Nakhitchevan, séparée de son territoire par la région arménienne méridionale du Syunik. Reste qu'Erevan se retrouve aujourd'hui « désespérément seule », comme le résume Taline Papazian, pour qui ce contexte explique en partie l'annonce le 22 mai par Nikol Pachinian, le Premier ministre arménien, de sa volonté de reconnaître la souveraineté

azerbaïdjanaise sur le Haut-Karabakh. « Sur le plan symbolique, c'est évidemment une déclaration très forte, tant l'Artsakh [nom que les Arméniens donnent à la province, NDLR] occupe une place à part dans l'imaginaire national, estime la chercheuse. Mais les faits sont là : l'indépendance du Haut-Karabakh s'est terminée le 10 novembre 2020, et Erevan n'est plus capable de garantir la sécurité des habitants du territoire. Par ailleurs, beaucoup d'Arméniens donneraient cher pour obtenir la paix, pour se libérer enfin de la menace existentielle que fait peser sur eux un régime dictatorial et négationniste. Je pense que le calcul de Pachinian est aujourd'hui de tout faire pour sauver l'intégrité territoriale de l'Arménie, pour peu que la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh et l'accord de paix global Arménie-Azerbaïdjan soient garantis par une force tierce, autre que la Russie. Mais on en est très, très loin, et l'Arménie ne dispose d'aucun autre levier que le droit international. »

« Menace génocidaire »

Malgré les demandes russe et occidentales, Bakou a jusqu'ici refusé de discuter du statut futur des résidents du Haut-Karabakh, affirmant qu'ils bénéficieraient des mêmes garanties de sécurité que tous les citoyens azerbaïdjanais. Taline Papazian s'inquiète en outre de voir l'Europe répéter les mêmes « erreurs » qu'au sujet de l'Ukraine après 2014. « À essayer en permanence d'apaiser la partie la plus puissante, la plus revendicative, on la renforce, on lui donne un sentiment d'impunité. On a vu ce que cela a donné avec Vladimir Poutine... »

Dans un communiqué publié le 30 mai, l'Institut Lemkin pour la prévention du génocide a lancé l'alerte au sujet des négociations de paix encouragées par la Russie et l'Union européenne : du fait du manque de respect « flagrant » de Bakou pour les normes internationales, dit le texte, il n'y a « aucune raison de croire que l'Azerbaïdjan respectera un quelconque traité ou que ses ambitions expansionnistes s'arrêteront à l'Artsakh ». L'institution enjoint également les Occidentaux à prendre en compte la « menace génocidaire » qui pèse sur les Arméniens dans la région depuis le XIX^e siècle, et à maintenir une « forte pression » sur le régime d'Aliyev lors des discussions. L'Institut Lemkin conclut son adresse par une ultime mise en garde : livrer les Arméniens du Haut-Karabakh à Ilham Aliyev reviendrait à « donner au renard tout le poulailler en récompense de son comportement de prédateur ». ✖

LOUIS FRAYSSE